



Déclaration liminaire à la plénière de la SRIAS GRAND-EST du 28 mai 2019

La mobilisation du 9 mai dernier à laquelle appelait l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique a réuni plus de 150 manifestations et rassemblements sur l'ensemble du territoire. Plus de 250.000 manifestant·es (dont plus de 30.000 à Paris) ont ainsi battu le pavé. Il y a eu des taux de grévistes significatifs dans de nombreux secteurs dont celui de l'Éducation nationale pour le retrait du projet de loi BLANQUER. Ou encore à la DGFIP pour le retrait du projet de loi sur la géographie revisitée dont le but est le démantèlement du réseau. Le gouvernement doit en tirer les leçons et retirer son projet de loi destructeur du Statut général des fonctionnaires porté par le ministre DUSSOPT, étudié aujourd'hui à l'assemblée nationale.

La CGT exige une augmentation du point d'indice et des pensions, de créations d'emplois de fonctionnaires indispensables au bon fonctionnement du service public et pour réduire la précarité. Aujourd'hui, le gouvernement s'attaque au statut des fonctionnaires en proposant :

1. plus de contractuel·le·s dans la fonction publique, plus de suppressions de postes, plus d'externalisations de services publics
2. plus d'inégalités dans les rémunérations et les carrières, plus de mobilités contraintes, moins de démocratie sociale

Tout ça veut dire moins de droits pour les agents, et moins de services publics au service des citoyennes et des citoyens.

Le renouvellement des instances de l'action sociale interministérielle dont la SRIAS Grand-Est est en train de s'effectuer au moment même où ce projet de réforme de la fonction publique est rejeté par l'ensemble des organisations syndicales.

Depuis la réforme des grandes régions, la CGT s'est toujours vivement inquiétée du fonctionnement de l'action sociale interministérielle.

Dans une région aussi vaste que la nôtre, les problèmes sont nombreux :

- L'importance des déplacements qui découragent tant les administrations que les représentants des personnels de participer aux instances.
- Les réunions qui doivent être écourtées et s'adapter aux temps de transport.
- La qualité des échanges s'en ressent et le temps consacré à élaborer les programmes s'en trouve réduit.

Par ailleurs, vous n'apportez aucune réponse satisfaisante à nos demandes qui étaient de bénéficier d'un poste permanent à temps plein de correspondant administratif au siège de la SRIAS à Metz, lieu central et accessible à tous au sein de notre région.

Vous n'avez pas répondu aux demandes des organisations syndicales qui étaient pourtant loin d'être excessives. Nous réitérons donc nos demandes en termes de doublement des suppléants par titulaire ainsi que deux correspondants administratifs à temps plein à tout le moins dans notre grande région qui comporte une vice-présidence.

A l'heure où la fonction publique subit d'importantes réformes destinées à en réduire tant leurs effectifs que leurs moyens financiers, l'action sociale interministérielle ne doit être sacrifiée sur l'autel de l'austérité.

Les représentants CGT dénoncent une fois de plus le manque de moyens administratifs alloué à l'une des plus grosses SRIAS de France et souhaitent vous entendre sur les solutions pérennes que vous pouvez apporter à ce problème.

Nous continuerons d'exiger une action sociale interministérielle de haut niveau au plus proche des besoins des agents.